

***La crise financière internationale et son impact sur
les migrants marocains en Europe : bilan et analyse***

Pr. Mustapha EZZAHIRI

Enseignant-Chercheur

Faculté Polydisciplinaire d'El Jadida

Résumé :

L'objet de cet article consiste en une analyse succincte du contexte d'avant et après crise dans lequel évoluent les migrants marocains se trouvant en Europe. En traitant brièvement l'évolution des envois de fonds, qu'ils effectuent à la faveur des zones dont ils relèvent, et en montrant l'impact de ces envoies sur les équilibres financier et économique, nous y parviendrons à l'appréciation du degré d'influence de la crise sur la situation des familles marocaines bénéficiaires des transferts de fonds, d'une part, et à l'appréhension de la place qu'occupent ces migrants dans les principaux choix stratégiques de l'Etat dédiés à leur faveur, d'autre part.

Mots clés : crise financière, migrants marocains, tissu socio-économique.

La migration internationale présente une source de mobilité humaine¹, conférant aux pays de départ et de destination plus de dynamisme et d'efficacité économique². Ce phénomène ancien prend aujourd'hui une nouvelle dimension à multiples facettes de plus en plus complexes. Les recherches et productions scientifiques, considérables et incessantes, concernent la relation existante entre la migration et le développement³ et en particulier l'impact de la récente crise financière internationale sur la situation des migrants du Sud et de leurs familles. Les débats y afférents portent d'ailleurs sur la reconfiguration de la migration, dite « migration moderne » ou « migration inversée »⁴, bouleversant les schémas traditionnels d'émigration que ladite crise a pu instaurer durant la dernière décennie de ce siècle.

La migration représente, pour les pays de départ, un réservoir imparable de richesses qui peut, si les conditions sont très favorables, constituer le fait majeur d'une transformation globale de leur tissu socio-économique. Cependant, compte tenu de l'ampleur et de la complexité de ce phénomène, des efforts doivent être conjugués entre les différents intervenants (institutions internationales, instances gouvernementales, société civile) en vue d'en prévenir les effets pervers (délinquance, criminalité, terrorisme...) et répondre aux aspirations légitimes de ces migrants (emploi, santé, éducation, insertion...).

L'objet de cet article consiste en une analyse succincte du contexte d'avant et après crise dans lequel évoluent les migrants marocains se trouvant en Europe. En traitant brièvement l'évolution des envoies de fonds, qu'ils effectuent à la faveur des zones dont ils relèvent, et en montrant l'impact de ces envoies sur les équilibres financier et économique, nous y parviendrons à l'appréciation du degré d'influence de la crise sur la situation des familles marocaines bénéficiaires des transferts de fonds, d'une part, et à l'appréhension de la place qu'occupent ces migrants dans les principaux choix stratégiques de l'Etat dédiés à leur faveur, d'autre part.

¹ PNUD (2009). *lever les barrières : mobilité et développement humains*. Rapport mondial sur le développement humain. USA, éd. Green Ink, pp : 2-6.

² Idem, pp : 77-100.

³ Nous citons à titre d'exemple la 6e édition de la conférence internationale sur la « migration et le développement », organisée par le ministère chargé de la communauté marocaine résidant à l'étranger en collaboration avec la banque mondiale, le Centre de Marseille pour l'Intégration en Méditerranée, l'Agence Française de Développement et le Center for Global Development, qui a eu lieu à Ifrane (Maroc) du 16 au 19 mai 2013 sous le Haut-Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

⁴ OIM (2010). *L'avenir des migrations : renforcer les capacités face aux changements*. Rapport d'études sur la migration dans le monde. France, éd. Courand et Associés, pp : 21-35.

1- Migration marocaine en Europe à l'ère de la crise : vers quelle tendance s'oriente-t-elle ?

A l'aube du XXI^e siècle, la vision matérialiste, à l'égard de la migration étrangère, est moins pertinente aujourd'hui qu'hier, puisque ce ne sont pas uniquement les illettrés, les chômeurs et les pauvres qui portent le projet migratoire, mais aussi les classes moyenne et riche, ainsi que d'autres tranches de populations, constituées des jeunes diplômés et des cadres de haut niveau, qui décident de quitter leur pays d'origine. C'est l'environnement interne où ils demeurent qui pousse ces migrants de choisir là où ils désirent s'établir (Amérique, Europe, Afrique, Asie...); un choix qui s'appuie d'ailleurs sur leur propre perception du monde extérieur quant aux opportunités d'emplois offertes pour une vie meilleure. Qu'on est-il du monde européen où demeure la majorité de migrants marocains ?

Le continent européen a vécu une invasion ininterrompue de migrants venant de différents pays pour s'y installer ou travailler, notamment au cours des périodes de forte croissance où les besoins en main-d'œuvre étrangère étaient considérables pour assurer leur croissance et leur prospérité économique. Compte tenu des liens (historique, culturel, linguistique) et des relations de bon voisinage que le Maroc a tissé avec l'Europe depuis des millénaires, et eu égard à sa proximité géographique à ce continent, la migration marocaine vers cette région ne posait aucun problème. Il s'agit d'une migration qui a permis aux marocains de travailler aux côtés des indigènes en exerçant des tâches de basse qualification professionnelle (agriculture, bâtiment, travaux publics, commerce...); une migration constituée également de talents qui occupent des postes de responsabilité dans certains établissements publics et dans des entreprises multinationales ou internationales prestataires de services ou de production industrielle.

En fait, compte tenu des inégalités des niveaux de développement entre une Europe prospère et un pays où les déficits sociaux sont accrus, cette migration n'a cessé d'accroître depuis le début des années 80 pour atteindre des niveaux records en une décennie, soit plus de 100% entre 1990 et 2000. Au cours de cette période, l'émigration s'est généralisée à l'ensemble des régions du Royaume, en touchant tous les sexes et catégories socio-professionnelles, mais avec une nette évolution de leurs profils, puisque le nombre des diplômés de l'enseignement supérieur devient de plus en plus important.

Selon des sources officielles, le nombre de marocains vivant à l'étranger avoisine les 4,5 millions de personnes, soit 13% de la population totale du pays, dont la majeure partie (95%) se concentre dans les pays de l'Union européenne (UE), notamment en France, en Espagne et en Italie. Cependant, l'on constate que les vagues d'émigrants, à destination essentiellement de l'Espagne et de l'Italie, sont constituées principalement des jeunes, voire des mineurs⁵, sans papier en situation irrégulière venant des zones défavorisées du Royaume (Oued-Zem, Fquih Ben Saleh, Sraghna...).

Toutefois, au cours de la crise, une catégorie de population migrante souhaite rentrer chez elle⁶ et l'autre aspire émigrer clandestinement en utilisant des voies maritimes et des embarcations trop risquées. Il s'agit d'un paradoxe apparent que l'on retrouve auprès de ces deux catégories de populations qui ne souhaitent pas être là où elles sont. Ce paradoxe peut être appréhendé différemment suivant l'attitude de chacune d'elles. Mais, selon la nature du sujet en question, nous nous limiterons principalement au premier cas. En effet, le retour des migrants à leur pays d'origine émane d'une prise de conscience accrue des problèmes majeurs dont ils souffrent à l'heure de la crise ayant produit en général un sentiment de marginalisation ou d'exclusion ressenti au sein de ces pays traditionnels d'accueil. Il s'agit d'un sentiment éprouvé par un contexte économique très défavorable dans lequel évoluent ces derniers n'ayant pas permis aux migrants marocains de trouver un emploi stable.

L'exemple de l'Espagne et de l'Italie, fortement touchés par la présente crise, met à l'épreuve ce constat de fait. En fait, la fermeture d'un certain nombre d'entreprises, opérant dans divers domaines et secteurs d'activité socio-économique, et le licenciement des centaines, voire des milliers, de travailleurs, ont entraîné un fort taux de chômage ayant touché à la fois les migrants marocains et les indigènes. En Espagne, ce taux a atteint près de 28% dont 57% sont constitués de jeunes chômeurs. En Italie, il a plus que triplé entre 2008 et 2013, en passant respectivement de 17% à 51%. Les autochtones, voyant une dégradation graduelle de leur niveau de vie et pour échapper à la pauvreté, ont quitté leur propre territoire pour s'installer auprès d'autres pays leur offrant plus d'opportunités d'emplois et une

⁵ UNICEF (2005). *Nouveau visage de la migration, les mineurs non accompagnés : analyse transnationale du phénomène migratoire des mineurs marocains vers l'Espagne*. Etudes & recherches, Maroc (Tanger), éd. Litograf, pp : 12-15.

⁶ BOUOYOUR J. & A. MIFTAH. « Pourquoi les migrants marocains retournent-ils chez eux ? Qui revient, quand-il revient et dans quelles circonstances ? Centre d'Analyse Théorique et de Traitement des données économiques (CATT). France, document de travail, n°1, Aout 2012.

amélioration de leur niveau de vie. De leur côté, les marocains, ayant perdu leurs emplois⁷ et pour s'enfuir à l'exclusion, à la marginalisation et surtout à la xénophobie dont ils souffrent, ont décidé de retourner chez eux, soit de manière volontaire ou forcée⁸.

A cet égard, les migrants de retours ont décidé de se reconvertir en exerçant des activités ne relevant pas parfois de leurs domaines de compétences ou d'investir dans d'autres secteurs dont les conditions de succès ne sont pas assurées. Certains petits projets (cafés, cyber café, snack...) ont été engagés au sein de leur zone d'appartenance pour faire vivre leur famille et/ou envoyer de l'argent au pays d'accueil où ils étaient pour payer les traites de crédits de leur maison (crédit immobilier). Leur création a été faite par ceux ayant déjà constitué quelques épargnes. Mais, les autres, débarqués au pays sans pécule à investir et sans aucune aptitude professionnelle, se voient exposer -avec les membres de sa famille- à un avenir incertain.

Ainsi, le retour de la majorité d'entre eux générerait des situations inextricables tant économique que sociale. En effet, l'on s'aperçoit un important manque à gagner pour l'Etat se trouvant privés en ressources financières nécessaires aux besoins de la croissance et aux impératifs de développement socio-économique du pays. En outre, le marché national de travail s'avèrerait incapable d'absorber leur nombre croissant sur ce marché déjà en déséquilibre accru et très ébranlé par la crise. D'autant plus, leur rapatriement grèvera douloureusement le budget de l'Etat pour la satisfaction de leurs besoins fondamentaux (santé, éducation, équipements collectifs, etc.).

Si on s'interroge sur cette question d'extrême ampleur, d'ordre global et particulier, nous pouvons en déduire que le Maroc n'était pas bien préparé pour contenir tous les problèmes sociaux majeurs auxquels il est confronté aujourd'hui. Depuis longtemps, il tablait principalement sur les transferts de fonds de ses migrants sans qu'une politique publique ne soit véritablement élaborée à leur faveur.

⁷ Actuellement, il est très difficile de trouver un emploi stable ou saisonnier dans presque tous les domaines et secteurs à basse qualification. A titre d'exemple, en Espagne, une large tranche de migrants marocains ne travaille que 15 jours en deux mois à 10 euros par jours.

⁸ La politique de retours forcés, appliquée par certains pays européens, ne les avait jamais attirés, et ce en dépit des incitations financières qui leur étaient proposées. Ils préférèrent garder certains avantages sociaux dont ils bénéficient au lieu de rentrer à leur pays d'origine où règnent la pauvreté et le chômage et où le problème de leur réinsertion sociale se pose avec acuité.

2- Crise financière et transferts de fonds de migrants marocains : quel impact sur le tissu socio-économique.

Les migrants jouent un rôle déterminant dans la vie économique et sociale. Ils présentent en effet autant d'avantages pour leur pays d'origine en leur apportant d'importantes ressources financières, sous forme de devises, nécessaires au maintien des équilibres économiques et financiers. Ils contribuent d'ailleurs au développement social et au renforcement de l'économie sociale et solidaire, permettant la lutte contre la marginalisation et l'exclusion sociale ainsi que l'atténuation de la pauvreté⁹. Ce rôle devient capital surtout lorsque les transferts de fonds demeurent pérennes et en progression continue. Mais, ils sont fortement influencés par le contexte d'évolution de l'environnement économique et financier mondial en mutations constantes. Ces transferts connaissent des augmentations en cas d'une croissance mondiale régulière et inversement quand il y a des crises récurrentes comme celle d'aujourd'hui¹⁰.

En dépit de la crise, les transferts de fonds des marocains résidant à l'étranger ont connu une évolution notable. Ils n'ont subi qu'une faible influence avec seulement quelques variations légères dans le sens de la baisse qui ont été observées durant l'après crise comme l'illustre la figure ci-dessous (fig. 1). Ces transferts représentent près de 50 milliards de dirhams par an et presque autant en transferts invisibles. Ces variations dépendent de chaque pays originaire de ces transferts (France, Espagne, Italie) où demeurent la majorité de migrants marocains (fig. 2 ci-dessus).

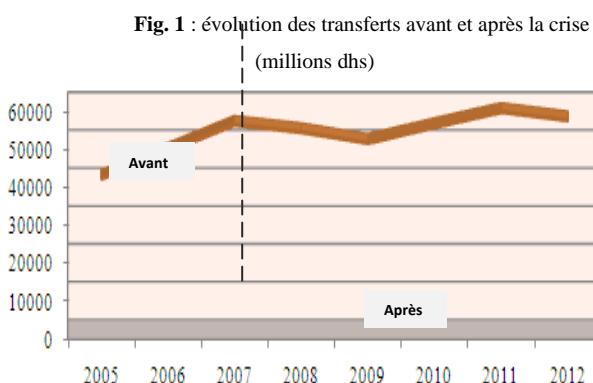
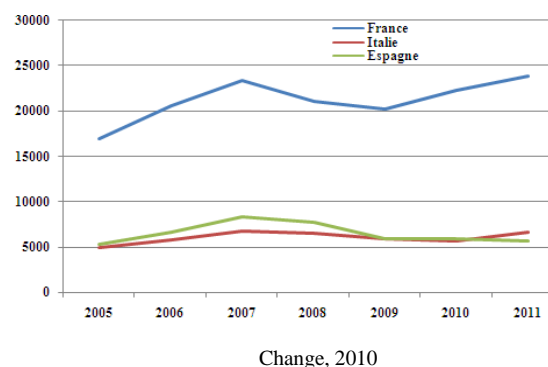


Fig. 2 : évolution des transferts par pays d'origine (millions dhs)

⁹ Newland, K., & E. Patrick (2004). *Au-delà des transferts : le Rôle de la diaspora dans la réduction de la pauvreté dans le pays d'origine*. Institut des Politiques de Migration, Washington D.C. USA.

¹⁰ - MAKLOUF F., « *Propriétés cycliques des transferts de fonds des migrants marocains* », CATT, France, document de travail, n° 9, février 2014.

Source : Office de Change, 2010

Source :
Office de
Change de

Leur évolution spectaculaire a permis de produire un impact majeur sur les équilibres d'ordre macro-économique, tels l'amélioration du PIB, l'allègement du déficit de la balance de paiements, l'augmentation des dépôts bancaires, la valorisation des investissements productifs, etc. Par comparaison à certains pays africains comparables (Tunisie, Algérie, Egypte, Mauritanie), le Maroc se place en deuxième position après l'Egypte suivant les flux de fonds annuels transférés. Mais, en termes de pourcentage du PIB et selon leur poids par habitant, le Royaume demeure le leader par rapport à ces pays comme le montre le tableau ci-après.

Tableau1 : Flux financiers internationaux d'envois de fonds des migrants dans certains pays africains (2007-2010)

rang IDH	Pays	Envois de fonds annuels (millions \$EU)				Envois de fonds de migrants			APD reçue par habitant (\$EU) en 2007
		2007	2008	2009	2010	par habitant en 2007 (\$EU)	En pourcentage du PIB 2008 (%)	En pourcentage du PIB 2009 (%)	(net encaissé)
8	Tunisie	716	977	966	960	166	4,9	5,3	30
04	Algérie	120	202	193	031	36	1,3	1,4	12
23	Egypte	656	694	150	681	101	5,3	4,0	14
30	Maroc	730	895	264	447	162	8,0	6,6	35
54	Mauritanie					1	0,1	0,1	116

Source : Banque Mondiale, 2010

En général, les transferts proviennent essentiellement des migrants originaires des principales régions émettrices d'émigrants (Souss-Massa-Draa, Taza-Al Hoceima-Taounate, l'Oriental, Chaouia-Ourdigha, Tadla-Azizal) où ils représentent un taux de dépôts bancaires supérieur à la moyenne nationale (entre 38% et 66%). Par contre, cette proportion n'est que de 12% à l'échelle des régions économiques potentiellement riches (Grand Casablanca, Rabat-Salé-Zemmour-Zäir, Marrakech). Les trois-quarts des dépôts issus des transferts ne sont pas rémunérés et qu'une partie importante et croissante des envois ne passe pas en général par les canaux officiels (virement bancaire, voie postale, agences spécialisées), mais par d'autres moyens illicites.

Globalement, pour les pays en voie de développement, les montants transférés par le biais des circuits formels représentent plus de quatre fois l'aide publique au développement (APD) et avoisinent en quelques pourcentages les investissements directs étrangers (IDE). Au Maroc, la part des transferts, dédiée aux investissements productifs, reste timide, ne dépassant pas 8% du total des investissements, et demeure inégalement répartie sur l'ensemble du territoire national. Cette faiblesse s'explique par un certain nombre de facteurs, dont en particulier la défaillance des structures centrales et déconcentrées de l'Etat, la répartition non équitable du réseau bancaire constamment concentré au niveau des grands centres urbains, la présence d'un secteur bancaire peu tourné vers les porteurs de projets, la faible allocation des crédits de financement des investissements pour les jeunes promoteurs, etc.

Les migrants marocains participent, à leur manière, au développement des zones de leur appartenance, en particulier l'investissement dans le petit commerce, l'élevage, les cultures céréalières et l'acquisition de quelques lopins de terres agricoles à rentabilité médiocre. L'investissement qu'ils en génèrent présente de signes embryonnaires même dans l'immobilier individuel qui était auparavant (avant la crise) le vrai secteur de placement de leur argent. L'on comprend que les migrants marocains continuent de maintenir des liens forts avec leur pays d'origine par le truchement des apports financiers non négligeables qu'ils apportent à leurs familles pour diverses fins.

Cependant, durant la période de la crise, les enveloppes financières qui leur sont transférées demeurent en deçà de leurs aspirations (consommation, éducation, santé, loyer, crédit immobilier...). Autrement dit, les migrants se trouvent dans l'incapacité de transférer

les montants souhaités pour couvrir les besoins croissants de tous les membres de leurs familles dans les domaines de la vie sociale quotidienne. Des milliers d'entre eux se voient ainsi obliger de multiplier les allers-retours entre les deux rives à l'aide de leurs voitures ou fourgons totalement amortis immatriculés en Espagne ou en Italie pour des raisons de pratique du business bancal. Leurs déplacements étant de constituer des économies nécessaires à la couverture de certains frais et pour faire vivre sa femme et ses enfants, notamment par le biais de la vente de tous biens hétéroclites achetés ou récupérés en Europe (téléviseurs, chaussures, perceuses, vêtements...). Quels remèdes envisagés alors par les instances gouvernementales censées s'occuper de leurs propres problèmes d'ordre économique et social ?

La communauté marocaine vivant à l'étranger bénéficie depuis longtemps d'une considération singulière auprès des plus hautes instances du pays¹¹. Cette considération se trouve justifier par le rôle déterminant qu'elle joue dans la vie politique, économique et sociale tant interne qu'externe. Ainsi, depuis le déclenchement de la crise, des initiatives ont été engagées par l'Etat pour voir de plus près les conséquences de celle-ci sur sa situation socio-économique. L'objet étant de mettre en place des politiques et des mesures d'accompagnement (mesures anti-crisis) appropriées à mener pour remédier aux divers problèmes la concernant. Toutefois, leur mise en œuvre a montré des lacunes et insuffisances du fait qu'elles n'ont guère atténué les chocs sociaux dont elle souffre et restent sans issues. D'autant plus, la stratégie visée n'a concerné que l'aspect économique du problème¹² ; alors que les politiques publiques de développement social sont pratiquement absentes, notamment celles qui se rapportent à l'amélioration de la qualité sociale de vie des migrants et de leurs familles installées au Maroc ou ailleurs.

Conclusion

La migration étrangère est une problématique à multiples dimensions complexes. Elle comporte des avantages et des inconvénients toute à la fois pour les pays d'accueil et pour les pays d'émigration. Pour faire face aux risques encourus qu'elle génère et bénéficier de ses

¹¹ Discours royal de SM le Roi Mohammed VI du 30 juillet 2012 à l'occasion de la fête du Trône.

¹² En l'an 2010, une étude a été réalisée par le ministère chargé de la communauté marocaine à l'étranger visant la mise en place d'une « stratégie de renforcement des politiques, des mécanismes et des instruments relatifs à la mobilisation de l'épargne et de l'investissement des MRE ». En plus, lors de la 6e édition de la conférence internationale sur la migration et le développement tenue à Ifran le mois de mai 2013, une autre stratégie sera incessamment lancée par le ministère concerné « stratégie 2030 » affirme le ministre délégué auprès du premier ministre à l'occasion de cet événement.

atouts et opportunités, une gestion optimale des flux migratoires et financiers s'avère primordiale pour que cette migration puisse jouer pleinement son rôle de dynamisme et d'efficacité économique. Les transferts de fonds qu'ils génèrent peuvent constituer en ce sens un véritable facteur de transformation socio-économique du pays.

Dans le cadre de l'actuelle crise financière internationale, l'adoption des politiques et des mesures anti-crisis s'avèrent essentielles en vue de prévenir les catastrophes humaines qu'occasionne la migration en des moments difficiles. Cependant, leur mise en place devrait s'inscrire dans une approche globale qui tient compte la diversité des problématiques posées auprès de ces migrants. Or, la question de la migration étrangère doit être traitée en amont et non en aval. C'est le développement qui doit être au service des populations et non l'inverse. Autrement dit, le gouvernement devrait s'occuper des zones défavorisées les plus représentatives des flux migratoires en essayant de les juguler. Elles doivent en ce sens constituer l'une de ses priorités stratégiques dans les principaux programmes de développement socio-économique qu'il envisage de les réaliser dans le moyen et le long terme.

Ainsi, eu égard à cet état de fait, nous expliciterons quelques-unes des propositions, qui constituent en elles-mêmes des pistes de réflexion intéressant certains acteurs intervenant dans ce domaine, en l'occurrence : l'identification des compétences étrangères et leur insertion dans la vie économique et sociale, l'accompagnement des migrants dans leur projet individuel par l'organisation des cycles de formation, de recyclage et d'encadrement dans les domaines relevant de leurs compétences, en mettant leur faveur un système spécifique d'octroi de crédit à des taux préférentiels, et enfin la protection des filets de sécurité des migrants et de leurs familles en situation difficile.

Référence bibliographique :

- BOUOUIYOUR J. & A. MIFTAH. « Pourquoi les migrants marocains retournent-ils chez eux ? Qui revient, quand-il revient et dans quelles circonstances ? Centre d'Analyse Théorique et de Traitement des données économiques (CATT). France, document de travail, n°1, Aout 2012.

- MAKLOUF F., « Propriétés cycliques des transferts de fonds des migrants marocains », CATT, France, document de travail, n° 9, février 2014.

- Newland, K., & E. Patrick. 2004. « au-delà des transferts : le Rôle de la diaspora dans la réduction de la pauvreté dans le pays d'origine ». Institut des Politiques de Migration, Washington D.C. USA.

- Banque Mondiale (2011). *Recueil de statistiques 2011 sur les migrations et les envois de fonds*. 2ème édition.

- Organisation Internationale pour les Migrations (2010). *La migration dans le monde, l'avenir des migrations : renforcer les capacités face aux changements*. Rapport d'études. France, éd. Courand et Associés.

- PNUD (2009). *lever les barrières : mobilité et développement humains*. Rapport mondial sur le développement humain. USA, éd. Green Ink.

- Rapport de la Banque mondiale, 2010.

- UNICEF (2005). *nouveau visage de la migration, les mineurs non accompagnés : analyse transnationale du phénomène migratoire des mineurs marocains vers l'Espagne*. Etudes & recherches, Maroc (Tanger), éd. Litograf.